



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Chaumont, le 29 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur



FERRO FRANCE

43 rue Jeanne d'Arc 52115 ST DIZIER

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 octobre 2022 dans l'établissement FERRO FRANCE implanté 43 rue Jeanne d'Arc 52115 ST DIZIER. L'inspection a été annoncée le 21 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été organisée dans le cadre de l'instruction du Gouvernement du 16 septembre 2022 relative à l'organisation de la répartition et du délestage de la consommation de l'électricité pour l'hiver 2022-2023. Elle avait pour objectif de vérifier qu'un éventuel délestage électrique n'aurait pas de conséquences dommageables pour la sécurité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERRO FRANCE
- 43 rue Jeanne d'Arc 52115 ST DIZIER
- Code AIOT : 0005701277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Ied : Oui

La société FERRO France est spécialisée dans la fabrication d'émaux et de frites de verre pour l'émaillage sur métaux, les céramiques, la préparation de colorants et de semi-produits thermocuisables.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Préparation délestage électrique potentiel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 56	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La survenue d'un délestage électrique n'aurait, semble-t-il, qu'un faible impact sur la sécurité du site et les risques de pollution.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 56
Thème(s) : Risques accidentels, Utilités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.
Constats : L'exploitant déclare que l'installation dispose d'un groupe électrogène à enclenchement automatique qui alimente de façon ciblée les points essentiels, notamment l'informatique-bureautique, l'éclairage et la circulation d'eau pour éviter la montée excessive en température des fours électriques. Le dernier test du groupe électrogène a été fait en Août 2022. Il a été positif. En cas de coupure d'électricité, les équipements de sécurité suivants sont secourus de manière automatique et ce, durant environ 4 heures : centrale incendie, capteurs, détecteurs optiques et thermiques, sondes, sirène et éclairage. Ces équipements de sécurité secourus sont testés une fois par an, lors de l'arrêt du site en août. Le dernier teste a été positif. Le site dispose par ailleurs de 387 extincteurs vérifiés annuellement et d'une crépine dans un plan d'eau installé à l'intérieur du périmètre de l'établissement. . L'EDD comporte une procédure d'urgence en cas d'incendie et en cas de panne de courant. Aucun exercice n'a été réalisé avec ce type de scénario. Mis à part les équipement cités plus haut, secourus par un groupe électrogène, le reste de l'installation reste efficace sans électricité ; les portails peuvent être manoeuvrés manuellement. Il n'y a pas plus de risque de pollution supplémentaire en cas de coupure d'électricité. La reconnexion au réseau se fait de manière manuelle, équipement par équipement. Les moyens de communication sont secourus par les alimentations de secours durant 4 h. De plus, pour la communication interne, les équipes sont équipés de systèmes DATI/PTI pouvant être utilisés en talky-walky. Elles peuvent également utiliser leurs téléphones portables, pour la communication vers l'extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet